

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 125.924 du 2 décembre 2003

A.95.639/VIII-1921

En cause : **CAPELLE** Patricia,
ayant élu domicile chez
Mes Dominique WAGNER et
Laurence RASE, avocats,
Quai de Rome 2
4000 Liège,

contre :

**1. la Haute Ecole de la Communauté
française Robert SCHUMAN,**

2. la Communauté française, représentée
par son Gouvernement.

Partie intervenante :

DEJAER Anne,
rue de Pierroy 7
6860 Léglise.

LE PRESIDENT F.F. DE LA VIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 15 septembre 2000 par Patricia CAPELLE qui demande l'annulation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 août 2000 nommant à titre définitif au 1^{er} juillet 2000 Anne DEJAER en tant que maître-assistant en langue française à la Haute Ecole de la Communauté française "Robert SCHUMAN" à Libramont;

Vu la requête introduite le 7 février 2001 par laquelle Anne DEJAER demande à être reçue en qualité de partie intervenante;

Vu l'ordonnance du 16 février 2001 accueillant cette intervention;

Vu les mémoires en réponse de la seconde partie adverse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M. ERNOTTE, premier auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 10 juin 2003 ordonnant le dépôt au greffe du dossier et du rapport;

Vu la notification du rapport aux parties et le dernier mémoire de la seconde partie adverse;

Vu l'ordonnance du 21 octobre 2003 notifiée aux parties, fixant l'affaire à l'audience publique du 28 novembre 2003;

Entendu, en son rapport, M^{me} DAURMONT, conseiller d'Etat;

Entendu, en ses observations, Me BAETENS-SPETSCHINSKY, loco Me KESTEMONT, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. ERNOTTE, premier auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la requérante se désiste de son recours; que rien ne s'y oppose,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 297,47 euros, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le deux décembre deux mille trois par :

M^{me} DAURMONT, conseiller d'Etat, président f.f.,

M^{me} HONDERMARCQ, greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

M.-Cl. HONDERMARCQ.

O. DAURMONT.